

Édito

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE de notre association, tenue le 4 février 2010 à l'IEP, a approuvé le rapport d'activité de l'année 2009 présenté par sa présidente, ainsi que le rapport financier, présenté par Jean-Pierre Hirsch. Le bureau de notre association s'est renforcé, par l'élection de Monique Mombert, qui porte un intérêt particulier à l'histoire associative en Alsace. La variété des compétences, des centres d'intérêt, des modes d'intervention sont une réalité qui permet d'approfondir notre travail, d'année en année. C'est un signe de vitalité. C'est même un encouragement, une promesse d'avenir.

Si l'année 2009 a été surtout une année de recueil de données, d'examen d'archives, de participation à des séminaires et des colloques à l'extérieur de l'Alsace, le programme de l'année 2010 devrait donner plus de visibilité régionale à notre association.

Le mois de juin 2010 sera actif. Nous avons en effet accepté d'être présents aux Journées de l'autobiographie organisées à Strasbourg par l'Association pour l'autobiographie. Nous avons aussi décidé d'organiser une journée d'étude sur Les trajectoires militantes en Alsace au XX^e siècle. Tous les membres du bureau se sont mobilisés pour présenter une communication et solliciter la pré-

sence de témoins et acteurs du mouvement social alsacien. Le programme de ces opérations figure dans le bulletin.

Ces projets se situent dans le droit fil des activités du Maitron, dont le volume 6 est presque bouclé. La norme alphabétique commence à nous être très favorable. Le nombre des notices alsaciennes ne va cesser d'augmenter. Il y a des lettres pour lesquelles nous n'avons pas à craindre beaucoup de concurrence! Mais il est vrai que la place disponible n'est pas non plus la même pour toutes. Toujours est-il que nous avançons et que le temps des synthèses originales se rapproche. Nous nous réjouissons des perspectives qui s'ouvriront sous peu dans l'exploitation de toutes ces données si patiemment récoltées et mises en forme. L'équipe nationale du Maitron compte organiser un grand colloque en décembre 2010. Nous y serons avec le résultat collectif du travail de juin. Là encore, je me réjouis de cette dynamique qu'il nous faudra mettre en place.

Tout cela se fait au prix d'un travail assidu, patient, parfois ingrat. Obstination, acharnement et patience sont dans notre cas des vertus. Dans le mouvement social aussi.

Françoise Olivier-Utard
Présidente d'Almémos.

Juin 2010

Sommaire

Édito

Par Françoise Olivier-Utard 1

Calendrier

Journées de juin 2

Chronologie

Repères chronologiques
du mouvement social
en Alsace
de 1919 à 1968 3

Notices

Le « Maitron »
travaux en cours 5

Agenda

Journée d'étude :
Trajectoires de militants
en Alsace au XX^e siècle 8

Renseignements pratiques

Adresses 8
Bulletin d'adhésion 8

Journées de juin

Organisées par l'Association pour l'autobiographie (APA)

Journées de l'autobiographie

Strasbourg
11, 12 et 13 juin 2010

Centre culturel Saint-Thomas
2, rue de la Carpe Haute,
Strasbourg-Robertsau

Le thème retenu cette année :
L'Europe et le moi.

Rencontre avec des passionnés de l'autobiographie venus de plusieurs pays européens. Interrogations sur les ressemblances et sur les différences entre les pratiques d'écriture personnelle d'une culture à une autre. Confrontation entre les méthodes de collecte et de valorisation des « écritures ordinaires », du cahier classique au blog d'aujourd'hui.

• Vendredi 11 juin, 20 h 30
Le regard sur l'autre : lecture de textes du fonds de l'APA et du Deutsches Tagebucharchiv.

• Samedi 12 juin
— 14 h – 16 h
Une langue pour rire, une langue pour pleurer, conférence débat de Vassili Alexakis.
— 20 h 30

Jean-Paul de Dadelsen, découverte d'un poète, lecture par Marin Adamiec.

• Dimanche 13 juin
— 10 h – 12 h

Ateliers

Almémos animera un atelier où seront donnés deux exposés. L'intervention de Jacques Ernewein, basée sur des exemples concrets d'enquête, portera essentiellement sur les rapports conflictuels entre histoire et autobiographie, les projets opposés (notamment à partir de l'analyse du questionnaire Maitron). Celle de Françoise Olivier-Utard portera sur l'évolution des questionnaires biographiques fournis aux militants destinés à devenir cadres du PCF et des réponses « autobiographiques » des militants alsaciens, de la Libération aux années 60.

— 14 h – 16 h

Archives autobiographiques en Europe

Table ronde animée par Philippe Lejeune avec la participation d'Anna Iuso (Italie), Pawel Rodak (Pologne), JP Roos (Finlande), Zoltan Varga (Hongrie), Frauke von Trotschke (Allemagne).

Pour se rendre sur place : tram ligne E, arrêt Terminus Robertsau-Boecklin, puis prendre à gauche l'allée Kastner, qui donne sur la rue de la Carpe-Haute.

Journée annuelle d'étude d'Almémos

Trajectoires de militants en Alsace au XX^e siècle

Samedi 26 juin 2010

I E P

43 avenue de la Forêt-Noire
Salle 210

Un repas est prévu à midi, dans un restaurant universitaire.

Cette journée d'étude se situe dans l'axe fondateur de notre association. L'abondance et la qualité des notices biographiques réalisées ou en cours concernant les acteurs du mouvement social en Alsace au XX^e siècle nous ont amenés à considérer qu'il était désormais possible, en tout cas souhaitable, de faire le point sur l'ensemble des travaux réalisés. Commencer à esquisser un tableau du militantisme alsacien, en confrontant la diversité des expériences, nous a paru un objectif stimulant.

En fonction de nos forces et de nos disponibilités, les secteurs sur lesquels peuvent porter nos travaux sont : les syndicats (CGT, CFDT, FEN), les partis politiques (SFIO-PS, PCF, PSU), les associations.

Pour y parvenir nous nous sommes proposé de travailler à partir d'un schéma commun qui puisse

permettre des comparaisons, des mises en perspective.

La série de questions est la suivante :

— Pour les acteurs de l'histoire sociale :

- Origine sociale
- Origine géographique
- Formation professionnelle
- Parcours professionnel
- Trajectoires militantes
- Sphère privée : culture, religion, loisirs

— Pour les organisations :

- Les philosophies politiques
- L'évolution des formations
- Les relations intergénérationnelles
- Les relations internationales

Les interventions ont été confiées à ceux d'entre nous qui sont spécialisés dans tel ou tel domaine. Elles seront suivies de débats pour lesquels nous comptons inviter des grands témoins, des acteurs intéressés par la réflexion historique.

La poursuite de ce travail sera la mise au point d'un texte présenté au colloque Maitron de décembre 2010, à Paris. À plus long terme il est attendu que les moyens informatiques mis en place pour l'exploitation statistique des notices du Maitron nous mette en mesure de conforter des traits d'histoire sociale que la seule intuition a du mal à justifier, de découvrir des agencements de formes militantes non perçues jusqu'à présent, de nous suggérer des pistes nouvelles. Notre présence au colloque nous permettra aussi de cerner les contours de l'expérience alsacienne dans l'ensemble du mouvement social en France.

Repères chronologiques du mouvement social en Alsace de 1919 à 1968.

1919 : les syndicats alsaciens s'inscrivent dans le paysage social français : Eugène Imbs affine le Freie Deutsches Gewerkschaftsbund à la CGT et en devient secrétaire pour le Bas-Rhin, Charles Eisenring pour le Haut-Rhin. Henri Meck crée le syndicat chrétien Unabhängiger Gewerkschaftsbund (UGB), et au niveau national œuvre à la création de la CFTC. Camille Bilger, son président, est élu député du Bloc national.

1919 : grève dans les chantiers de déblaiement

1919 : élection de Jacques Peirottes à la municipalité de Strasbourg

1919 : grève de 4 semaines chez DMC, victoire sur les salaires et la reconnaissance des délégués syndicaux

Février 1920 : grève des cheminots du réseau A-L en solidarité avec les cheminots PLM sanctionnés

Mars 1920 : grève dans la métallurgie

22 mars 1920 : grève générale de solidarité : victoire des métallos sur les salaires

Mars 1920 : grève et charge de la cavalerie à Mulhouse, le secrétaire de l'union locale CGT de Mulhouse, Joseph Werck, est condamné en flagrant délit à 3 mois de prison, peine portée en appel à un an ferme.

21 avril 1920 : grève générale lancée par la CGT, l'UGB et les syndicats autonomes. Eugène Imbs négociant avec Jourdain, patron haut-rhinois et ministre du travail, donne l'ordre de reprendre le travail. Charles Hueber, ancien métallos, secrétaire général de la SFIO, dénonce cette manœuvre.

Décembre 1921 : scission syndicale à la CGT. Dans le Bas-Rhin, Eugène Imbs (majoritaires) reste secrétaire de la CGT, Jean-Pierre Mourer devient secrétaire de la CGTU. Dans le Haut-Rhin, Alexandre Eisenring reste secrétaire de la CGT, Walliser et Holl deviennent secrétaires de la CGTU.

1921 : Lucien Boulanger crée le Syndicat national des instituteurs dans le Haut-Rhin

1924 : sont élus députés : Jacques Peirottes et Georges Weill (SFIO), Charles Hueber (PCF)

1925 : Auguste Wicky (SFIO) devient maire de Mulhouse

20 août 1926 : dimanche rouge à Colmar : catholiques et communistes sont attaqués par des militants de l'Action française et de l'Union nationale des combattants.

1928 : Henri Meck (UGB-CFTC) est élu député UPR, Jean-Pierre Mourer (PC) député de Strasbourg II, Peirottes (SFIO) député de Strasbourg I ; Salomon Grumbach (SFIO) député de Mulhouse

Mai 1929 : élection de Charles Hueber (PC, allié aux cléricaux et aux autonomistes de la Landespartei) à la mairie de Strasbourg, exclusion du PCF en juillet, création du KPO (Kommunistische Partei-Opposition). Mourer est exclu du groupe parlementaire communiste, réélection d'Auguste Wicky à Mulhouse.

Juin – août 1933 : grève des ouvriers du bâtiment contre la baisse des salaires menée par Frédéric Fassnacht de la CGTU est rejointe par les autres syndicats. Le 3 août, la police montée charge les manifestants place du Corbeau. Echec final. Dissensions vives entre CGT et CGTU.

Mars 1934 : manifestation antifasciste à Mulhouse : la police charge les manifestants venus libérer trois camarades emprisonnés. Un jeune ouvrier tombe sous les balles de la police.

Mai 1935 : élection de Charles Frey (Parti républicain démocratique) à la mairie de

Strasbourg, réélection de Wicky à Mulhouse, élection d'Edouard Richard (SFIO) à Colmar.

Mars 1936 : Joseph Mohn devient secrétaire régional de la CGT réunifiée

Mai 1936 : Alfred Daul (cheminot, PCF, Strasbourg-campagne) seul député de gauche, Mourer réélu député (extrême droite)

6 juin 1936 : grève aux carrières de Saint-Nabor

7 juin 1936 : signature des accords Matignon

8 juin 1936 : l'explosion sociale gagne Mulhouse, dans la métallurgie d'abord puis le textile, les transports, l'usine à gaz, les mines

11 juin 1936 : la grève démarre à Colmar

15–20 juin 1936 : extension maximale de la grève dans le Bas-Rhin (Bugatti, Wasselonne, Bischwiller, Strasbourg)

Juillet – août 1936 : mouvements ponctuels dans les entreprises alsaciennes dont les patrons ne veulent pas appliquer les nouvelles lois sociales

Octobre 1936 : environ 200 volontaires alsaciens partent en Espagne dans les Brigades internationales

2–6 février 1937 : l'ingénieur des mines Marcel Ginioux, ayant proposé que son syndicat des employés rejoigne la CGT, est muté d'office : grève

1937 : long conflit chez Roman contre le licenciement de trois ouvriers

30 septembre 1938 : accords de Munich

30 novembre 1938 : grève générale contre les décrets-lois de Daladier (travail de 6 journées par semaine), précédée de grandes manifestations dans les grandes villes. Le patronat est décidé à briser « le pouvoir syndical ». Les soldats sont postés devant les bâtiments publics, baïonnette au canon. Répression sans pitié : licenciements et refus

Chronologie

de réintégration des dirigeants syndicaux (18 de la CGT aux mines de potasse)

2 septembre 1939 : évacuation des villes et villages alsaciens dans un rayon de 15 km de la frontière

23 août 1939 : pacte germano-soviétique (soutenu par le PCF)

1^{er} septembre 1939 : Hitler envahit la Pologne

10 septembre 1939 : la France et la Grande-Bretagne déclarent la guerre à l'Allemagne

Fin 1939 : la CGT expulse de ses rangs les ex-unitaires

20 février 1940 : dissolution du parti communiste, déchéance des députés communistes

16 juin 1940 : victoire allemande, suivie de l'annexion de fait de l'Alsace, début du retour des évacués

Décembre 1940 : Mourer nommé Kreisleiter de Mulhouse

1941 : construction des camps de Schirmeck et du Struthof

Mai 1942 : grandes rafles parmi les syndicalistes alsaciens

25 août 1942 : enrôlement dans la Wehrmacht

21 avril 1944 : le droit de vote est accordé aux Françaises par le Comité français de la Libération nationale

4

10 juin 1944 : massacre d'Oradour-sur-Glane par la division Das Reich

Novembre 1944 – février 1945 : libération progressive de l'Alsace

Mai 1945 : retour des internés et déportés

Octobre 1945 – 1946 : constituantes et législatives : Marcel-Edmond Naegelen et Jean Wagner (SFIO), Marcel Rosenblatt (PCF), Henri Meck (président de la fédération des syndicats chrétiens) et Albert Schmitt (secrétaire de l'Union CFTC) et Arbogast (métaux CFTC) MRP
Municipales : Auguste Wicky

(SFIO) à Mulhouse et Edouard Richard (SFIO) à Colmar retrouvent leur siège de maire.

1945 : Joseph Mohn est secrétaire régional de la CGT

27 avril 1947 : Théo Braun (CFTC) prend la présidence de la Caisse régionale et de la Caisse primaire de la Sécurité sociale

10 juin 1947 : Jean-Pierre Mourer est fusillé à l'Île Napoléon

Juin 1947 : grève nationale des cheminots, victoire sur les salaires, pensions et retraites

Juillet 1947 : grève des mineurs

Novembre 1947 : la CGT se prononce contre le plan Marshall

Décembre 1947 : Jouhaux quitte la CGT et crée Force Ouvrière, la FEN s'autonomise.

1947 : La SFIO demande à ses adhérents de quitter la CGT pour FO : Joseph Walliser (Haut-Rhin), Eugène Imbs (Bas-Rhin) rejoignent FO. Charles Aschbascher devient secrétaire de l'UD-CGT du Haut-Rhin.

Décembre 1947 : grève dure chez les cheminots, sanctions sévères, révocations, radiations

1948 : grève des cheminots, révocations

Février 1953 : procès de Bordeaux

1953 : Jean Wagner (SFIO) élu maire de Mulhouse

Août 1953 : grève nationale des mineurs, des cheminots, du secteur public et nationalisé contre les pouvoirs spéciaux

1956 : Émile Muller (SFIO) succède à Jean Wagner à la mairie de Mulhouse

1956 : Meck, Schmitt et Arbogast (CFTC) sont élus députés MRP du Bas-Rhin

1956 : Démission de Charles Aschbascher, Lucien Hugel devient secrétaire de l'UD-CGT du Haut-Rhin.

1957 : Théo Braun devient président de la CFTC d'Alsace, Charles Dillinger lui succède

comme secrétaire général et Charles Farine comme président de la Caisse régionale d'assurance maladie d'Alsace

1958 : Émile Muller (SFIO) élu député de Mulhouse

1961 : François Staedelin élu président de l'UD-CFTC du Haut-Rhin, représente cette UD au Conseil confédéral

6-7 novembre 1964 : congrès d'Issy-les-Moulineaux : la CFTC devient CFDT, sauf une minorité (CFTC maintenue aux potasses)

15-16 mai 1965 : le congrès régional de la fédération des syndicats chrétiens vote le passage à la CFDT (CFTC) tout en gardant son titre régional.

17 mai 1965 : Henri Meck constitue des UD-CFTC dans le Haut-Rhin et le Bas-Rhin

Juillet 1965 : Georges Martin est élu secrétaire de l'UD-CGT du Bas-Rhin

1966 : Lucien Hugel abandonne sa fonction à l'UD-CGT du Haut-Rhin pour devenir correspondant de l'Humanité à Berlin. Il est remplacé par Léon Tinelli.

17 mai 1966 : grève unitaire CGT-CFDT sur les salaires, les conditions de travail, sa durée, l'emploi et la Sécurité sociale

Août 1967 : les ordonnances sur la Sécurité sociale sont prises par G. Pompidou

26 octobre 1967 : grandes manifestations pour la défense de la Sécu, à Strasbourg, Colmar et Mulhouse.

HINCKER Charles

Né le 28 décembre 1882 à Strasbourg (Basse-Alsace, Alsace-Lorraine annexée), mort le 1^{er} janvier 1983 à Strasbourg (Bas-Rhin) ; mécanicien ajusteur, permanent du Parti socialiste SFIO et de la CGT, employé de coopérative; militant social-démocrate (1911–1918), puis socialiste SFIO (1919–1920), puis communiste (1921–1922), puis à nouveau socialiste SFIO (1922–1963) ; président de la Fédération sportive du travail d'Alsace et de Lorraine de 1920 à 1924, président de la section de Strasbourg de la SFIO de 1922 à 1925, conseiller municipal de Strasbourg de 1925 à 1929 et de 1945 à 1947, conseiller général du Bas-Rhin de 1937 à 1940, secrétaire permanent de la fédération socialiste du Bas-Rhin de 1924 à 1930 en 1938-1939, en 1945, secrétaire du syndicat CGT des ouvriers du bâtiment du Bas-Rhin de 1935 à 1938.

Charles Hincker était le fils de François Aloyse Hincker, patron coiffeur, et de Rosalie Fritsch, repasseuse. À partir de 9 ans, il fut obligé de passer tous ses temps de loisirs dans la boutique de son père ouverte jusqu'à 22 h même le dimanche. Après sa scolarité primaire, il apprit le métier de mécanicien ajusteur et réussit ultérieurement le brevet de maîtrise. Il entra, dès 1902, dans le mouvement ouvrier en adhérant à la Société ouvrière de gymnastique de Strasbourg-Neudorf, son quartier, puis après son service militaire dans l'armée allemande (1909-1911), au Parti social-démocrate. Mobilisé comme sous-officier dans la police militaire de 1914 à 1918, il devint, après le retour de l'Alsace à la France président de l'Union ouvrière des sports athlétiques d'Alsace et de Lorraine, puis président de la Fédération sportive du travail d'Alsace et de Lorraine (1920–1924). Il présida aussi les associations sportives ouvrières de Neudorf : Société ouvrière de gymnastique (1922-1925), puis Société de gymnastique Égalité (1929–1939). Entré au Parti communiste après le congrès de Tours, il revint rapidement à la SFIO, dont il devint président de la section de Strasbourg (1922–1925). Il entra au conseil municipal de Strasbourg en 1925, mais fut battu en 1929. De 1924 à 1930, il fut salarié du parti, en qualité de secrétaire de

la fédération du Bas-Rhin jusqu'à la suppression du poste. Entré le 1^{er} janvier 1931 dans une entreprise privée, il devint à nouveau permanent du mouvement ouvrier comme secrétaire du syndicat réunifié des ouvriers du bâtiment CGT (1935–1938), puis à nouveau secrétaire fédéral de la SFIO jusqu'à l'évacuation de Strasbourg le 1^{er} septembre 1939. Il avait eu à certains moments des positions « gauchistes », puisqu'il critiqua la ligne « nationaliste » de Jacques Peirottes* et Eugène Imbs* après le procès des autonomistes à Colmar (1928) et il tenta de s'opposer, lors des élections municipales de 1935, au compromis conclu entre Marcel-Edmond Naegelen* et le maire conservateur Charles Frey : au second tour, il refusa de figurer sur la liste « proportionnelle ». Candidat sans succès aux élections municipales complémentaires à Strasbourg (octobre 1930), aux élections législatives à Haguenau en 1932 et 1936 et aux cantonales de 1935 à Strasbourg-Est, il battit l'ex-communiste Jean-Pierre Mourer* aux élections cantonales de 1937 à Strasbourg-Ouest avec le soutien du PCF et des radicaux et entra au conseil général du Bas-Rhin.

Après l'annexion nazie de 1940, Hincker entra au service du cadastre, mais il fut licencié de cette administration pour avoir refusé d'entrer dans l'Opferring (Cercle du sacrifice, organisation nazie destinée aux Alsaciens). Menacé de transfert à l'intérieur du Reich, il réussit quand même à rester à Strasbourg en se faisant embaucher dans une entreprise du bâtiment, puis dans une usine d'armement. En 1943, selon un témoignage de l'ex-député Marcel Sturmel, il accepta, avec son camarade Adolphe Sorgus*, de rencontrer les anciens conseillers généraux UPR (catholiques autonomistes) Gromer et Rossé pourtant ralliés en 1940 au nazisme, qui prévoyaient un plan d'administration provisoire de l'Alsace par les conseils généraux après la défaite allemande. Ils auraient alors reçu l'assurance que l'annexion de facto serait levée et qu'il s'agissait de prévoir le retour à la France. Après la Libération de Strasbourg (23 novembre 1944), il reprit ses fonctions de secrétaire permanent fédéral du Parti socialiste chargé

de la presse et de la propagande, tout en devenant directeur administratif et gérant du quotidien strasbourgeois bilingue du parti, *La Presse libre*. En février 1945, il dut protester contre une campagne de diffamation qui le confondait avec un homonyme, ancien communiste rallié au nazisme, Ernest Hincker. Au même moment, il refusa la proposition adressée le 19 février par la « région » communiste du Bas-Rhin à la fédération SFIO de constituer un « comité d'unité ». En avril 1945, le préfet le nomma conseiller municipal de Strasbourg. Il fut réélu à ce conseil en octobre 1945. En novembre 1946, il fut candidat au Conseil de la République. En avril 1947, il fut chargé de diriger une école d'orateurs créée par la fédération socialiste du Bas-Rhin. En 1950, il était délégué suppléant à la CAP de la SFIO. Après la suppression de son poste de permanent du parti, il fut employé par la Société coopérative de consommation de Strasbourg. Écrivain dialectal, Hincker fut l'auteur de plusieurs pièces qui figurèrent au répertoire du Théâtre alsacien ou du Théâtre populaire de Strasbourg.

Œuvres : *Bie de Rhinzwerichle un Schnee-Elfe* (Chez les petits nains du Rhin et les elfes de neige), Conte en un acte, 1924 — *S'Lorele* (La petite Lore), conte du Rhin, 4 actes, 1929 — *D'Millione-Schnieder* (Le tailleur millionnaire), drame populaire en 3 actes, 1932 — *Alles isch degeje* (Tout est opposé), comédie satirique en 3 actes, 1934 — *Gelbkreuz 1000* (La croix jaune 1000), pièce antinazie en un acte, date inconnue.

Sources : Arch. Nat., F7 13402 — Arch. Dép. Bas-Rhin, 98 AL 1064, 286 D 354, 544 D 5 — *DBMOF*, 31, p.362 (données fausses en grande partie) — *Nouveau dictionnaire de biographie alsacienne*, fascicule n°16, Strasbourg, 1990, p.1590 — *Freie Presse*, 1919–1939 (notamment le 28 décembre 1938) — *La Presse libre*, 1945 — *Annuaire de la Société des écrivains d'Alsace et de Lorraine*, Strasbourg, 1960, p. 52-53 — *Dernières Nouvelles d'Alsace*, Strasbourg, 5 janvier 1963 — *Le Républicain d'Alsace*, Mulhouse, 5 janvier 1963. — Léon Strauss

HARTMANN Charles

Né le 21 novembre 1891 à Carspach (Haute-Alsace annexée), mort le 11 janvier 1956 à Thann (Haut-Rhin) ; ouvrier d'usine, puis permanent syndical de l'UGB (syndicats chrétiens d'Alsace et de Lorraine adhérents à la CFTC) ; secrétaire syndical de l'UGB à Mulhouse (Haut-Rhin) à partir de 1919, secrétaire général de l'UD de l'UGB jusqu'en 1936, conseiller général du Haut-Rhin (1934-1940), député du Haut-Rhin (1936-1940), résistant dans le Sud-Ouest, président de la caisse primaire de Sécurité sociale de Mulhouse après 1945.

Fils d'Ernest Hartmann, ouvrier d'usine, et de Marie-Louise Bach, Charles Hartmann débuta dans la vie comme ouvrier d'usine et milita très tôt dans le mouvement syndical chrétien, à l'Union départementale du Haut-Rhin de la Fédération des Syndicats indépendants d'Alsace et de Lorraine adhérent à la CFTC (UGB = Unabhängiger Gewerkschaftsbund) dont il fut permanent dès 1919, d'abord comme secrétaire syndical, puis secrétaire général de 1919 à 1936. Ses activités syndicales l'entraînèrent vers la vie politique, dans le parti catholique alsacien, l'UPR (Union populaire républicaine), dont il fut membre du comité directeur de 1933 à 1940. Conseiller général de Saint-Amarin en 1935, il se présenta l'année suivante aux élections législatives dans la circonscription de Thann (Haut-Rhin) sous l'étiquette UPR et fut élu au premier tour (26 avril 1936). À la Chambre, il s'inscrivit au groupe indépendant d'action populaire, qui regroupait essentiellement les autonomistes et les régionalistes alsaciens et mosellans. Il appartint à la commission d'Alsace-Lorraine, à celle de la Prévoyance sociale et des assurances.

Il fut avec Henri Meck* à l'origine du « Groupe du syndicalisme chrétien », relais de la CFTC dans les deux chambres. Le 10 juillet 1940, il vota la loi accordant au maréchal Pétain les pouvoirs constitutionnels. Il refusa de rentrer en Alsace annexée et défendit les intérêts de ses compatriotes expulsés et réfugiés. En 1941, il dénonça auprès du maréchal les pressions exercées par les Allemands sur les parlementaires alsaciens. L'année suivante, il rencontra Pierre Laval

et protesta contre l'incorporation de force des jeunes Alsaciens dans la Wehrmacht. À partir de cette date, il joua un rôle actif dans la Résistance, à Barbazan (Hautes-Pyrénées) près de Lourdes. À la Libération, il participa au recrutement d'un bataillon de la brigade Alsace-Lorraine.

De retour en Alsace à la Libération, il fut candidat aux cantonales de 1945 à Saint-Amarin ; son échec mit fin à sa carrière politique mais il demeura très actif dans le domaine social. Membre du conseil d'administration de l'hôpital de Thann (Haut-Rhin), il fut élu aux premières élections aux Caisses primaires de la Sécurité sociale et devint président de la caisse primaire de Mulhouse. Président de la section de Thann du GERAL (Groupement d'entraide des réfugiés et expulsés d'Alsace et de Lorraine) qui s'efforça de faire reconnaître les droits des Alsaciens expulsés et spoliés pendant la guerre et dénonça les insuffisances de l'épuration, il anima également la revue catholique *Chez soi*.

Il avait été fait Chevalier de la Légion d'honneur.

SOURCES : *Nouveau Dictionnaire de Biographie alsacienne*, fascicule n°15, p.1422-1423 — *DBMOF*.

— Léon Strauss

IMBS Eugène

Né le 10 août 1878 à Strasbourg (Alsace-Lorraine annexée), mort le 1^{er} novembre 1955 à Strasbourg (Bas-Rhin) ; charpentier, permanent syndical, directeur d'imprimerie ; syndicaliste des syndicats libres allemands, puis de la CGT, puis de la CGT-FO, social-démocrate, puis socialiste et coopérateur de Basse-Alsace, puis du Bas-Rhin ; président de la section de Strasbourg du syndicat allemand des charpentiers de 1901 à 1913, secrétaire général des syndicats libres d'Alsace-Lorraine de 1907 à 1918, secrétaire général de l'Union régionale des syndicats CGT d'Alsace et de Lorraine de 1919 à 1921, président de l'Union départementale CGT du Bas-Rhin de 1920 à 1936, secrétaire de l'Union des syndicats CGT des ouvriers des services publics du Bas-Rhin, puis de l'Union départementale du Bas-Rhin des services publics, des transports et de la santé CGT de 1921(?) à 1940, délégué de la 11^e

région de la Fédération nationale des services publics CGT, membre du bureau de l'UD CGT du Bas-Rhin de 1936 à 1939 ; président de la Société coopérative de consommation de Strasbourg de 1947 à 1955 ; conseiller municipal social-démocrate de Strasbourg de 1905 à 1908 et de 1914 à 1918, conseiller municipal socialiste SFIO de 1919 à 1940 et de 1945 à 1955, adjoint au maire de 1925 à 1929.

Fils de Guillaume Imbs, charpentier, et de Christine Brudermann, Eugène Imbs passa son enfance dans le quartier populaire strasbourgeois de la Porte blanche. Il aurait commencé des études secondaires au Gymnase épiscopal et servait souvent la messe à la chapelle de la prison Sainte-Marguerite. Après avoir appris le métier de son père, il partit en 1895 pour son tour d'Europe de compagnon durant cinq années : il travailla ainsi en France, en Belgique, aux Pays-Bas et en Allemagne. Il avait adhéré le 19 mars 1896 au Parti social-démocrate d'Allemagne et le 19 juin 1896 au Syndicat libre (= social-démocrate) des charpentiers, dont il allait présider la section de Strasbourg de 1901 à 1913. Après son service militaire dans l'armée allemande, il rentra à Strasbourg en 1900 et commença à apprendre le français avec l'aide de Jacques Peirottes*. À partir de cette date, il se consacra à la politique et au syndicalisme, ce qui lui valut plusieurs licenciements et une condamnation à trois mois de prison en 1903, mais aussi le surnom de Jung Siegfried (Jeune Siegfried) pour son ardeur au combat « contre le dragon du capitalisme ». En 1905, à l'occasion d'une élection complémentaire, il entra au Conseil municipal de Strasbourg. En 1907 et 1912, il fut candidat du SPD au Reichstag dans la circonscription de Sélestat, mais fut chaque fois battu par le candidat du Zentrum, le parti catholique. En 1907, il devint secrétaire général des syndicats libres d'Alsace-Lorraine et dirigea désormais d'une main de fer les 25 permanents qui animaient les cartels locaux et les filiales régionales des fédérations d'industrie ou de métier. Le 29 octobre 1911, grâce au désistement des partis bourgeois anticléricaux, libéraux et démocrates, il emporta le siège de Strasbourg-

Ouest à la seconde Chambre du Landtag (le nouveau parlement régional). Il y prononça un discours remarqué, lors du débat sur l'affaire de Saverne qui avait opposé les officiers prussiens à la population locale. Imbs fit une partie de la guerre comme sous-officier dans l'armée allemande, mais put quand même participer à l'activité du parlement régional où, en 1917, il joua un rôle important dans le refus de cette assemblée de voter une déclaration de loyauté au Reich, qu'était venu solliciter de Berlin le secrétaire d'État von Delbrück. Pendant la période révolutionnaire de novembre 1918, il appartint au « ministère d'affaires » d'Alsace-Lorraine avec le portefeuille de la prévoyance sociale et fut chargé de représenter ce gouvernement de transition auprès du Comité exécutif des ouvriers et des soldats de Strasbourg, dont il faisait partie également. Après l'entrée des troupes françaises le 22 novembre, il devint directeur-gérant de l'Imprimerie populaire qui imprimait la *Freie Presse/Presse libre*, quotidien socialiste, qui fut racheté en 1919 par la Fédération socialiste SFIO du Bas-Rhin au séquestre des biens allemands. Dès le 25 novembre 1918, Imbs avait annoncé que les organisations syndicales libres continueraient leur activité dans le cadre français. Le 15 décembre, il se rendit à Paris pour y négocier l'adhésion des syndicats alsaciens et mosellans à la Confédération générale du travail, qui fut acceptée lors d'une conférence de l'Union des syndicats d'Alsace et de Lorraine le 5 janvier 1919. Il fit partie de la délégation de la CGT à la Conférence syndicale internationale de Berne (5 au 9 février 1919). Il fut nommé par le gouvernement membre du Conseil supérieur d'Alsace et de Lorraine (1919-1920). Leader de la fraction socialiste du Conseil municipal auprès du maire Jacques Peirottes, il fut son porte-parole percutant dans les débats budgétaires et devint adjoint au maire chargé de la police du bâtiment de 1925 à 1929. En avril 1920, il donna de Paris, où il négociait avec le ministre du Travail Jourdain, l'ordre d'arrêter la grève générale régionale pour la défense des « droits acquis » des salariés alsaciens et mosellans. Cette décision explique la haine permanente que lui portè-

rent désormais les partisans alsaciens de Moscou. Lors du deuxième Congrès de l'Union des Syndicats CGT d'Alsace et de Lorraine à Mulhouse le 11 septembre 1920, la motion demandant le maintien de la Confédération dans l'Internationale réformatrice d'Amsterdam, qu'il défendait, n'obtint qu'une courte majorité. Pourtant en prévision de la dissolution de l'Union régionale qui intervint le 1er avril 1921, il fut élu le 8 août 1920 président de la nouvelle Union départementale des syndicats ouvriers du Bas-Rhin. Le 3 mars 1922, il fit décider l'expulsion des minoritaires de la commission administrative de l'UD et paracheva ainsi la scission syndicale. Il garda la présidence de l'UD des syndicats confédérés tout en exerçant les fonctions mieux rémunérées de secrétaire de l'Union des syndicats des ouvriers des services publics du Bas-Rhin et de délégué de la 11e région de la Fédération nationale des services publics CGT. En ces qualités, il ne cessa de défendre les intérêts des salariés alsaciens lors d'incessantes démarches auprès des services ministériels parisiens et chez le directeur général des services d'Alsace et de Lorraine, Valot. Il était parvenu à s'exprimer à peu près couramment en français, mais il restait avant tout un orateur populaire en dialecte, servi par une voix au timbre chaud et sonore. Il était également vice-président de la Fédération socialiste du Bas-Rhin et fut candidat sans succès aux élections législatives en 1919, 1924, 1928 (à Haguenau), 1936 (Sélestat) et aux sénatoriales (1920, 1927). Il appartint à la délégation française au congrès de l'Internationale ouvrière socialiste à Vienne en 1932. Après la réunification syndicale qui fit passer le 12 janvier 1936 l'Union départementale sous le contrôle des ex-unitaires, il ne fut plus que membre du bureau de l'UD dirigée désormais par Joseph Mohn* tout en demeurant secrétaire de l'Union des syndicats du personnel des services publics, des transports et de santé du Bas-Rhin. Membre fondateur de la Société coopérative de consommation de Strasbourg en septembre 1902, il siégea à son conseil d'administration de 1918 à 1939 et de 1945 à 1955 et y exerça les fonctions de vice-président, puis, à par-

tir de 1947, de président après la mort de Charles Riehl*. Il était également administrateur de la Caisse locale des malades et vice-président de la commission technique des assurances sociales. Après l'évacuation de la population de Strasbourg le 2 septembre 1939, il représenta l'administration municipale de Strasbourg auprès des Strasbourgeois repliés à Châteauroux (Indre). Son départ de cette ville avant l'arrivée de la Wehrmacht fut critiqué après la Libération. Réfugié à Sète (Hérault), il rédigea en décembre 1941 des *Kritische Betrachtungen zum Weltkrieg 1941* (Réflexions critiques sur la guerre mondiale de 1941) qui furent publiés en brochure après la Libération par la Fédération socialiste du Bas-Rhin. Rentré à Strasbourg en mars 1945, il reprit la direction de l'Imprimerie populaire et devint à nouveau adjoint au maire, chargé en particulier d'administrer la ville allemande de Kehl rattachée provisoirement à Strasbourg. Le 23 mars 1946, il fut élu secrétaire fédéral adjoint : en fait, il assurait la direction du parti dans le Bas-Rhin en l'absence de Marcel-Edmond Naegelen* retenu à Paris par ses fonctions ministérielles, puis à Alger quand il fut nommé gouverneur général de l'Algérie. Il fut 5^e sur la liste Naegelen d'Union démocratique de la Résistance aux élections à la première Constituante (octobre 1945) et sur la liste socialiste pour la seconde Constituante (juin 1946), 2^e sur la liste SFIO aux élections législatives de novembre 1946 chaque fois sans succès. Il représenta une dernière fois son parti lors de l'élection cantonale complémentaire de Brumath le 19 juin 1955. Il n'avait pas abandonné ses convictions anticommunistes et fut l'un des fondateurs de la CGT-FO dans le Bas-Rhin en 1947-1948. Chevalier de la Légion d'honneur en 1937, il fut promu officier en 1952 à l'occasion du cinquantenaire de la « Coop ».

Sources : notices Imbs Eugène, *Encyclopédie de l'Alsace*, t.7, p.4231-4232 (Léon Strauss) — *DBMOF*, 32, p.66-67 (J. Gaumont) — *NDBA*, fascicule n°18, Strasbourg, 1991, p.1737-1738 (Léon Strauss) où l'on trouvera une bibliographie plus complète. — Léon Strauss

Adresses

Présidente

Françoise Olivier-Utard
18, rue de l'Observatoire
67000 Strasbourg
03 88 61 81 03
folivier@unistra.fr

Secrétaire

Jacques Ernewein
3, rue des Balayeurs
67000 Strasbourg
03 88 36 66 35

Trésorier

Jean-Pierre Hirsch
23, rue de Scherlenheim
67270 Hochfelden
03 88 91 76 40
jp_hirsch@aliceads.fr

Gérante de la publication

Françoise Olivier-Utard

Maquette et mise en page

Pierre Roesch, Strasbourg
pierreroesch@free.fr

Site Maitron

www.maitron.org

Agenda

Journée annuelle d'étude d'Almémós

Trajectoires de militants en Alsace au XX^e siècle

Samedi 26 juin 2010 — 9 h – 17 h

IEP — Amphi 210

47, avenue de la Forêt-Noire — Strasbourg

PROGRAMME

9 h – 12 h : communications suivies de débats

12 h 30 – 14 h : repas au restaurant universitaire

14 h – 17 h : suite des travaux

Nous aurons le plaisir d'accueillir Claude Penetier, directeur du *Maitron* et un certain nombre d'acteurs majeurs du mouvement social alsacien.

Vérifiez que vous êtes à jour de votre cotisation 2010.

Vous pouvez contacter notre trésorier par téléphone, courrier ou mail (voir adresses ci-contre).

8

almémós

Bulletin d'adhésion

à renvoyer à Almémós, 18 rue de l'Observatoire, 67000 Strasbourg

Nom Prénom

Adresse

Téléphone

Courriel

demande à adhérer à l'association Alsace Mémoire du Mouvement Social.

Le montant de la cotisation annuelle individuelle est de 20 euros
— 40 euros pour les personnes morales.

Date

Signature
